

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2022

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie Brazeau, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Sainte-Adèle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

[Originale signée]

Signature _____ Date 15 mai 2023

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	21
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	22
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	23
Charges par objets	24
Excédent (déficit) accumulé	25
Avantages sociaux futurs	29

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	36
Analyse des charges	48

RAPPORT

Aux membres du conseil de la Ville de Sainte-Adèle

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Sainte-Adèle (l'« entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2022 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Sainte-Adèle au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Sainte-Adèle inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, S23-1 à S23-4 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

RAPPORT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

RAPPORT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

MPA inc. société de comptables professionnel agréés
(1) Par Robert Arbour CPA auditeur
Montréal le 15 mai 2023

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
Revenus				
Taxes	1	26 843 560	28 126 292	25 971 855
Compensations tenant lieu de taxes	2	705 860	677 425	458 941
Quotes-parts	3			
Transferts	4	542 250	4 219 070	2 484 739
Services rendus	5	1 400 130	1 528 713	1 555 094
Imposition de droits	6	2 546 850	4 476 740	4 440 595
Amendes et pénalités	7	163 000	217 558	267 369
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	331 700	652 061	460 382
Autres revenus	10	82 550	245 464	148 949
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	32 615 900	40 143 323	35 787 924
Charges				
Administration générale	14	5 822 359	5 102 488	4 895 893
Sécurité publique	15	4 911 551	4 944 149	4 811 353
Transport	16	9 537 697	10 076 586	8 736 383
Hygiène du milieu	17	8 016 999	8 035 691	7 130 416
Santé et bien-être	18	185 860	177 190	181 696
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 437 755	1 428 714	1 308 826
Loisirs et culture	20	4 077 074	3 699 761	3 419 393
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 006 290	1 102 540	1 040 487
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	34 995 585	34 567 119	31 524 447
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(2 379 685)	5 576 204	4 263 477
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		43 710 113	39 446 636
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		43 710 113	39 446 636
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		49 286 317	43 710 113

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	12 088 120	5 729 869
Débiteurs (note 5)	2	15 463 384	13 960 031
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	27 551 504	19 689 900
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	5 240 882	5 054 955
Revenus reportés (note 12)	12	4 681 637	3 148 019
Dettes à long terme (note 13)	13	49 706 640	47 428 634
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	59 629 159	55 631 608
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(32 077 655)	(35 941 708)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	80 614 936	78 816 619
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	43 964	43 964
Stocks de fournitures	20	599 531	500 627
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	105 541	290 611
	23	81 363 972	79 651 821
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	49 286 317	43 710 113

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(2 379 685)	5 576 204	4 263 477
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	19 799 500)	7 033 870)	5 702 908)
Produit de cession	3	60 000	9 094	108 745
Amortissement	4	5 156 585	5 170 089	5 156 585
(Gain) perte sur cession	5	(60 000)	56 370	309
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(14 642 915)	(1 798 317)	(437 269)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(98 904)	(5 116)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		185 070	(247 934)
	13		86 166	(253 050)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			1
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(17 022 600)	3 864 053	3 573 159
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(35 941 708)	(39 514 867)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(35 941 708)	(39 514 867)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(32 077 655)	(35 941 708)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 576 204	4 263 477
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	5 170 089	5 156 585
Autres			
▪ (Gain) Perte sur cession	3	56 370	309
▪	4		
	5	10 802 663	9 420 371
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 503 353)	520 600
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	185 927	(490 332)
Revenus reportés	9	1 533 618	1 258 461
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(98 904)	(5 116)
Autres actifs non financiers	13	185 070	(247 934)
	14	11 105 021	10 456 050
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(7 033 870)	(5 702 908)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	9 094	108 745
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(7 024 776)	(5 594 163)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	6 606 574	11 692 001
Remboursement de la dette à long terme	26	(4 317 574)	(12 685 000)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(10 994)	22 372
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	2 278 006	(970 627)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	6 358 251	3 891 260
Solde déjà établi	33	5 729 869	1 838 609
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	5 729 869	1 838 609
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	12 088 120	5 729 869

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sainte-Adèle est un organisme municipal régie par la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par le conseil composé de six conseillers et un maire.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 à S23-4.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Sainte-Adèle, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible.

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices. Ces stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

- Infrastructures : 15 à 40 ans
- Bâtiments : 15 à 40 ans
- Véhicules : 2 à 15 ans
- Machinerie, outillage et équipement : 1 à 20 ans
- Ameublement et équipement de bureau : 1 à 10 ans
- Autres : 1 an

Les oeuvres d'art ne sont pas constatées à titre d'immobilisations corporelles dans les états financiers. Tout montant encouru pour acquérir une oeuvre d'art est porté immédiatement en charge. La ville possède des sculptures et des tableaux réalisés par des artistes locaux.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux et du fonds pour la réfection et l'entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par ces fonds.

E) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

- les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;
- les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;
- les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés;
- les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux(RREM) auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. Il en est de même pour le régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM).

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite par financement salarial offert par la ville à ses pompiers est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent des charges de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la ville reporte l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

S'il y a lieu, les DCTP représentent aussi, en contrepartie, la part des frais reportés financés à long terme, essentiellement des frais d'émission de la dette à long terme, dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public ainsi que des dépenses de fonctionnement non encore réalisées et par conséquent non encore imputées aux activités de fonctionnement bien qu'ayant déjà fait l'objet d'un financement à long terme.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.
- Éléments présentés à l'encontre des DCTP :
 - pour le financement des activités de fonctionnement: au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette à long terme.
- Composantes du Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - les DCTP sont débités ou crédités à même toute écriture affectant la dette à long terme à titre de Financement à long terme des activités de fonctionnement ou de Remboursement de la dette à long terme, dans la conciliation à des fins fiscales servant à établir l'excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La ville est apparentée avec tous les organismes décrits dans la section Périmètre comptable et partenariat, qui se trouve dans les principales méthodes comptables. Elle est également apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi que les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de ces entités. Les principaux dirigeants sont les membres du conseil, ainsi que le directeur général de la ville.

La ville n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées. Aucune transaction n'a été conclue entre la ville et ses principaux dirigeants, leurs proches parents et les entités pour lesquels ces personnes ont le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	12 088 120	5 729 869
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3		
▪	4		
▪	5		
▪	6		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	12 088 120	5 729 869
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	9	12 088 120	5 729 869
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10	5 820 206	1 334 468
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11	4 317 574	8 547 000

Note**5. Débiteurs**

		2022	2021
Taxes municipales	12	2 695 773	2 038 487
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	9 642 712	8 588 270
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15	532 747	1 121 883
Organismes municipaux	16	279 454	49 467
Autres			
▪ Frais de cour, amendes, autres	17	2 168 834	1 969 746
▪ Intérêts sur aréages taxes	18	143 864	192 178
	19	15 463 384	13 960 031
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	20	8 822 492	7 037 437
Gouvernement du Canada et ses entreprises	21		
Organismes municipaux	22		
Autres tiers	23		
	24	8 822 492	7 037 437
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	25	445 333	429 533
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	26	8 544 204	6 990 721
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	27	10 881	43 813
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	28	953 410	1 070 504
Ministère de la Culture et des Communications	29	91 103	89 773
Autres ministères/organismes	30	43 114	393 459
	31	9 642 712	8 588 270

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

6. Prêts

		2022	2021
Prêts à un office d'habitation	32		
Prêts à un fonds d'investissement	33		
Autres			
▪	34		
▪	35		
		36	
Provision pour moins-value déduite des prêts	37		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2022	2021
Placements à titre d'investissement	38		
Autres placements	39		
		40	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2022	2021
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	43		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44		
		45	
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	47		
Régimes à cotisations déterminées	48	35 095	44 504
Autres régimes (REER et autres)	49	549 690	479 074
Régimes de retraite des élus municipaux	50	31 006	33 696
	51	615 791	557 274

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 16)	52		
Autres	53		
		54	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville de Sainte-Adèle bénéficie d'une marge de crédit autorisée de 5 500 000\$ au taux préférentiel en vigueur pour ses activités de fonctionnement et d'investissement. Au 31 décembre 2022 le solde utilisé de cette marge était de 0 \$ et le taux était de 6.450 %.

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2022	2021
Fournisseurs	55	2 266 233	2 193 051
Salaires et avantages sociaux	56	1 370 738	1 535 301
Dépôts et retenues de garantie	57	1 158 530	750 751
Provision pour contestations d'évaluation	58		51 752
Autres			
▪ Organismes municipaux	59	190 697	328 956
▪ Intérêts courus sur dette	60	245 573	185 599
▪ Taxes à la consommation	61	9 111	9 545
▪	62		
▪	63		
	64	5 240 882	5 054 955

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

12. Revenus reportés

		2022	2021
Taxes perçues d'avance	65		224 388
Transferts			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66	192 555	208 868
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68		
Accès entreprise Québec	69		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70		
Autres			
▪	71		
▪	72		
▪	73		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	645 931	425 054
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75		
Société québécoise d'assainissement des eaux	76		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77	47 772	
Autres contributions des promoteurs	78		
Fonds de redevances réglementaires	79		
Autres			
▪ Inscription loisirs, autres	80	25 702	20 488
▪ Transferts	81	3 107 618	1 607 162
▪ Autres	82	662 059	662 059
▪	83		
▪	84		
▪	85		
▪	86		
	87	4 681 637	3 148 019

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2022	2021
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	4,55	2023	2027	88	50 041 000	47 752 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					92		
Organismes municipaux					93		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					94		
Autres					95		
					96	50 041 000	47 752 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					97	(334 360)	(323 366)
					98	49 706 640	47 428 634

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2022
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2023	99		4 513 000			4 513 000
2024	100		4 410 000			4 410 000
2025	101		4 120 000			4 120 000
2026	102		4 038 000			4 038 000
2027	103		3 578 000			3 578 000
2028 et plus	104		29 382 000			29 382 000
	105		50 041 000			50 041 000
Intérêts et frais accessoires	106		()	()
	107		50 041 000			50 041 000

Note

14. Autres passifs

	2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108	
Assainissement des sites contaminés	109	
Autres		
▪	110	
▪	111	
▪	112	
▪	113	
	114	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	115	43 214 041	435 389		43 649 430
Eaux usées	116	30 284 617	341 319		30 625 936
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	117	46 633 936	1 160 461		47 794 397
Autres					
▪ Autres infrastructures	118	5 747 000			5 747 000
▪	119				
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	12 672 088	1 160 230		13 832 318
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	5 149 623	943 818	266 138	5 827 303
Ameublement et équipement de bureau	124	2 193 022	82 807	735 586	1 540 243
Machinerie, outillage et équipement divers	125	7 725 797	294 624	267 907	7 752 514
Terrains	126	9 527 068	136	3 653	9 523 551
Autres	127				
	128	163 147 192	4 418 784	1 273 284	166 292 692
Immobilisations en cours	129	5 042 707	2 615 086		7 657 793
	130	168 189 899	7 033 870	1 273 284	173 950 485
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	131	25 514 904	891 581		26 406 485
Eaux usées	132	17 372 636	826 638		18 199 274
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	133	27 848 362	2 001 910		29 850 272
Autres					
▪ Autres infrastructures	134	4 314 943	173 181		4 488 124
▪	135				
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	4 650 711	324 884		4 975 595
Améliorations locatives	138				
Véhicules	139	3 377 453	323 464	204 327	3 496 590
Ameublement et équipement de bureau	140	1 839 096	127 977	735 586	1 231 487
Machinerie, outillage et équipement divers	141	4 455 175	500 454	267 907	4 687 722
Autres	142				
	143	89 373 280	5 170 089	1 207 820	93 335 549
VALEUR COMPTABLE NETTE	144	78 816 619			80 614 936
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	145				
Amortissement cumulé	146	()	()	()	()
Valeur comptable nette	147				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

16. Propriétés destinées à la revente

		2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148		
Immeubles industriels municipaux	149		
Autres	150	43 964	43 964
	151	43 964	43 964
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	152		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	153	43 964	43 964

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	154				
▪	155				
▪	156				
▪	157				
	158				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	159				
▪	160				
▪	161				
▪	162				
	163				
VALEUR COMPTABLE NETTE	164				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2022	2021
Frais payés d'avance			
▪ Frais payé d'avance	165	105 541	274 771
▪	166		
▪	167		
Autres			
▪ Dépôts fournisseurs	168		15 840
▪	169		
	170	105 541	290 611

Note**19. Obligations contractuelles**

La ville a accordé, à différents fournisseurs, des contrats pour la gestion de l'écocentre, les services de transport, la disposition et valorisation des boues ainsi que l'enlèvement de la neige sur plus d'un exercice financier. Le coût total de ces obligations contractuelles est de 4 951 918 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Le solde au 31 décembre 2022 est de 4 854 426 \$. Ces contrats sont répartis de la façon suivante pour les trois prochains exercices financiers :

2023 : 2 680 951 \$

2024 : 1 480 538 \$

2025 : 692 937 \$

20. Droits contractuels

La ville offre certaines de ses immobilisations en location. Le revenu total estimé au 31 décembre 2022 de ces droits contractuels est de 57 866 \$.

Le revenu de ces contrats est réparti de la façon suivante pour les trois prochains exercices financiers :

2023 : 18 581 \$

2024 : 19 953 \$

2025 : 19 332 \$

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2022	2021
Emprunts temporaires			
	171		
Dettes à long terme			
	172		
	173		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Des contribuables de la ville ont déposé des demandes introductives d'instance contre les membres du Conseil, contre la ville et contre certains de ses employés. Lesdites réclamations totalisent une somme de 14 153 575 \$.

Les assureurs de la ville ont pris fait et cause dans ces dossiers pour le compte de la Ville de Sainte-Adèle sous réserve des exclusions prévues aux différents contrats d'assurances.

À la date de signature des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ces dossiers, la ville contestant le bien-fondé de ces réclamations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

D) Autres

Passif au titre des sites contaminés

La ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, lorsqu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et lorsqu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause. Aucun passif a été comptabilisé au 31 décembre 2022

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la ville.

25. Instruments financiers

S/O

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget 2022		Réalisations 2022	Total	Réalisations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	26 843 560	28 110 406		28 110 406	25 971 855
Compensations tenant lieu de taxes	2	705 860	677 425		677 425	458 941
Quotes-parts	3					
Transferts	4	542 250	1 780 007		1 780 007	840 458
Services rendus	5	1 400 130	1 528 713		1 528 713	1 555 094
Imposition de droits	6	2 546 850	4 476 740		4 476 740	4 440 595
Amendes et pénalités	7	163 000	217 558		217 558	267 369
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	331 700	652 061		652 061	460 382
Autres revenus	10	82 550	73 947		73 947	26 836
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	32 615 900	37 516 857		37 516 857	34 021 530
Investissement						
Taxes	13		15 886		15 886	
Quotes-parts	14					
Transferts	15	7 618 066	2 439 063		2 439 063	1 644 281
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18		171 517		171 517	122 113
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	7 618 066	2 626 466		2 626 466	1 766 394
	22	40 233 966	40 143 323		40 143 323	35 787 924
Charges						
Administration générale	23	5 673 345	4 948 790	153 698	5 102 488	4 895 893
Sécurité publique	24	4 782 308	4 822 244	121 905	4 944 149	4 811 353
Transport	25	7 120 596	7 625 828	2 450 758	10 076 586	8 736 383
Hygiène du milieu	26	5 992 157	6 030 092	2 005 599	8 035 691	7 130 416
Santé et bien-être	27	185 860	177 190		177 190	181 696
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 419 221	1 410 664	18 050	1 428 714	1 308 826
Loisirs et culture	29	3 659 223	3 279 682	420 079	3 699 761	3 419 393
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	1 006 290	1 102 540		1 102 540	1 040 487
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	5 156 585	5 170 089	(5 170 089)		
	34	34 995 585	34 567 119		34 567 119	31 524 447
Excédent (déficit) de l'exercice	35	5 238 381	5 576 204		5 576 204	4 263 477

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 238 381	5 576 204	4 263 477
Moins : revenus d'investissement	2 (	7 618 066)(	2 626 466)(	1 766 394)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(2 379 685)	2 949 738	2 497 083
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	5 156 585	5 170 089	5 156 585
Produit de cession	5	60 000	9 094	108 745
(Gain) perte sur cession	6	(60 000)	56 370	309
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	5 156 585	5 235 553	5 265 639
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	115 000	74 871	36 087
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 754 990)(	3 760 234)(	3 631 111)
	18	(3 639 990)	(3 685 363)	(3 595 024)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	57 730)(	35 733)(	447 716)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		783 652	300 026
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 298 630	342 711	652 919
Réserves financières et fonds réservés	22	(433 010)	(372 772)	(429 055)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	55 200	(12 942)	29 932
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	863 090	704 916	106 106
	26	2 379 685	2 255 106	1 776 721
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		5 204 844	4 273 804

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	2 626 466	1 766 394
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	133 184)(	39 328)
Sécurité publique	3 (	32 785)(	23 760)
Transport	4 (	3 221 753)(	1 128 261)
Hygiène du milieu	5 (	3 036 592)(	4 288 128)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	698)(	19 027)
Loisirs et culture	8 (	608 858)(	204 404)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	7 033 870)(	5 702 908)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	4 189 310	2 478 785
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	35 733	447 716
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	116 566	
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	521 390	123 958
	19	673 689	571 674
	20	(2 170 871)	(2 652 449)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	455 595	(886 055)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	9 080 205	8 827 107	8 043 881
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	2 231 494	2 140 756	1 994 526
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	13 924 861	13 746 828	12 090 653
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	823 122	923 718	902 219
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	155 138	178 415	138 268
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	28 030	407	
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	2 945 300	2 945 254	2 445 133
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17	557 600	521 062	652 796
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	5 156 585	5 170 089	5 156 585
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Réclamations	21	59 000	73 397	46 271
▪ Mauvaises créances	22	10 250	22 588	41 817
▪ Autres	23	24 000	17 498	12 298
	24	34 995 585	34 567 119	31 524 447

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	6 016 354	6 678 417
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 653 558	600 415
Réserves financières et fonds réservés	3	5 146 169	1 688 051
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(2 502 994)(	2 420 333)
Financement des investissements en cours	5	(3 592 606)	(4 012 298)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	42 565 836	41 175 861
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	49 286 317	43 710 113
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	6 016 354	6 678 417
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	6 016 354	6 678 417
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Parc Claude-Henri-Grignon	12	350 000	319 530
▪ Bénéfice - casino du maire	13	2 349	2 349
▪ Camion incendie	14	85 300	105 700
▪ Budget 2023 - projets spéciaux	15	484 000	
▪ Licences informatiques	16		1 741
▪ Projets infrastructures	17	477 615	
▪ Dépenses reportées	18	254 294	171 095
▪	19		
▪	20		
	21	1 653 558	600 415
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	1 653 558	600 415

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	4 905 555
Organismes contrôlés et partenariats	38	1 539 290
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	1 954
Organismes contrôlés et partenariats	40	13 490
Montant non réservé		
Administration municipale	41	160 461
Organismes contrôlés et partenariats	42	127 906
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45	70 834
Autres		
▪ Fonds de stationnements	46	7 365
▪	47	
	48	5 146 169
	49	1 688 051
	49	1 688 051

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53 ()(
Autres	54 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ()(
Assainissement des sites contaminés	57 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()(
Autres	59 ()(
▪	60 ()(
▪	61 ()(
	62 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	65 ()(
Utilisation du fonds de roulement	66 ()(
Autres	67 ()(
▪	68 ()(
▪	69 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	70 ()(
Mesure relative à la COVID-19	71 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	72 (	499 523)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73 ()(
Autres	74 ()(
▪ intérêts	75 (	99 201)(
▪ Caution et décision arbitrale	76 (	2 064 826)(
	77 (	2 663 550)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	78	160 556
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	79	147 614
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	80	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	81	
Autres	82	
▪	83 (	160 556
	84 (	2 502 994)(
	85 (	2 420 333)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	84 407 777	60 505
Investissements à financer	85 (4 000 383)(	4 072 803)
	86 (3 592 606)	(4 012 298)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	87 80 614 936	78 816 619
Propriétés destinées à la revente	88 43 964	43 964
Prêts	89	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	90	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	91	
	92 80 658 900	78 860 583
Ajustements aux éléments d'actif	93	
	94 80 658 900	78 860 583
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	95 (49 706 640)(	47 428 634)
Frais reportés liés à la dette à long terme	96 (334 360)(	323 366)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	97 9 284 386	7 499 331
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	98 2 663 550	2 567 947
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	99	
	100 (38 093 064)(	37 684 722)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101 ())
	102 (38 093 064)(	37 684 722)
	103 42 565 836	41 175 861

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29		
▪	30		
▪	31		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	()(
Rendement espéré des actifs	34		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35		
Charge de l'exercice	35		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

Depuis le 1er janvier 2017 tous les pompiers de la ville doivent participer au régime de retraite par financement salarial de la FTQ (RRFS-FTQ). Ce régime de retraite à prestations déterminées est un régime multi-employeurs instauré par la FTQ. Sa particularité réside dans le fait que le risque de déficit est supporté par les employés alors que la cotisation de l'employeur est fixe. Elle est fixée en fonction d'un pourcentage de la rémunération de l'employé. La ville n'est pas responsable des déficits le cas échéant. Afin de réduire le risque de déficit, l'indexation de la rente est financée mais elle n'est pas garantie, contrairement à la rente, elle est conditionnelle à la bonne santé financière du régime. D'autres mesures s'appliquent également pour réduire le risque de déficit. La charge relative à ce régime est représentée par la cotisation due par la ville en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice.

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108	35 095	44 504
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112	35 095	44 504

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 1

Description des régimes et autres renseignements

La ville offre à ses employés permanents des régimes de retraite sous la forme de REER collectif ou individuel. Trois régimes ont été créés, soit un régime par catégorie d'employés. La gestion de ces régimes est effectuée par des fiduciaires. Ces régimes sont des régimes à cotisations déterminées et la cotisation de la ville est fixée en fonction d'un pourcentage de la rémunération pour les employés cadres et pompiers. Pour les employés cols bleus et blancs, la cotisation de la ville est fixée, en partie, en fonction d'un pourcentage de la rémunération en plus d'un montant fixe versé pour chacun des employés. La charge relative à ces régimes est représentée par la cotisation due par la ville en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice.

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116	549 690	479 074
Autres régimes	117		
	118	549 690	479 074

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2022	2021
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	6	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement. Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2022	2021
Cotisations des élus au RREM	120	5 204	5 722
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	17 538	19 988
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	13 468	13 708
	123	31 006	33 696

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TAXES		Réalizations 2022	Réalizations 2021
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	17 733 088	16 270 752
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	3 434 353	3 439 840
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Réserve financière pour le service de l'eau	5		
Réserve financière pour le service de la voirie	6		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	7	1 493 206	1 113 043
Activités de fonctionnement	8	1 406 062	1 157 771
Activités d'investissement	9	15 886	
Autres	10		
	11	24 082 595	21 981 406
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	12	2 052 955	2 132 459
Égout	13		
Traitement des eaux usées	14		
Matières résiduelles	15	1 806 044	1 679 866
Autres			
▪	16		
▪	17		
▪	18		
Centres d'urgence 9-1-1	19	69 703	71 025
Service de la dette	20	114 995	107 099
Pouvoir général de taxation	21		
Activités de fonctionnement	22		
Activités d'investissement	23		
	24	4 043 697	3 990 449
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	25		
Autres	26		
	27		
	28	4 043 697	3 990 449
	29	28 126 292	25 971 855

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2022	Réalisations 2021
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30	702	548
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31		
Compensations pour les terres publiques	32	9 334	9 343
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33	254 076	189 913
Cégeps et universités	34	12 580	9 549
Écoles primaires et secondaires	35	267 958	214 818
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36		
	37	544 650	424 171
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	38	4 206	3 979
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	39	1 130	1 164
Taxes d'affaires	40		
	41	5 336	5 143
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43	5 676	5 039
	44	5 676	5 039
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45		
Autres	46	121 763	24 588
	47	121 763	24 588
	48	677 425	458 941

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	49		
Sécurité publique			
Police	50		
Sécurité incendie	51	2 511	12 184
Sécurité civile	52		
Autres	53		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	54	325 316	133 581
Enlèvement de la neige	55		
Autres	56		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	57		
Transport adapté	58		
Transport scolaire	59		
Autres	60		
Transport aérien	61		
Transport par eau	62		
Autres	63		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64		
Réseau de distribution de l'eau potable	65	101 091	80 873
Traitement des eaux usées	66	26 703	30 195
Réseaux d'égout	67	98 957	41 853
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	68		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	69	174 974	170 624
Tri et conditionnement	70	8 065	
Autres	71		
Autres	72		
Cours d'eau	73		
Protection de l'environnement	74		
Autres	75		2 850

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	76		
Sécurité du revenu	77		
Autres	78		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	79		
Rénovation urbaine	80		
Promotion et développement économique	81		
Autres	82		3 065
Loisirs et culture			
Activités récréatives	83	27 991	16 978
Activités culturelles			
Bibliothèques	84	46 415	46 117
Autres	85	23 223	30 580
Réseau d'électricité	86		
	87	835 246	568 900

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT		
Administration générale	88	
Sécurité publique		
Police	89	
Sécurité incendie	90	1 165
Sécurité civile	91	
Autres	92	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	93	1 025 981
Enlèvement de la neige	94	333 209
Autres	95	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	96	
Transport adapté	97	
Transport scolaire	98	
Autres	99	
Transport aérien	100	
Transport par eau	101	
Autres	102	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103	25 465
Réseau de distribution de l'eau potable	104	427 191
Traitement des eaux usées	105	3 235
Réseaux d'égout	106	443 996
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	107	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	108	502 422
Tri et conditionnement	109	618 769
Autres	110	
Autres	111	
Cours d'eau	112	
Protection de l'environnement	113	
Autres	114	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	115	
Sécurité du revenu	116	
Autres	117	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	118	787
Rénovation urbaine	119	
Promotion et développement économique	120	
Autres	121	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	122	10 773
Activités culturelles		80 948
Bibliothèques	123	
Autres	124	
Réseau d'électricité		
	125	
	126	
	2 439 063	1 644 281

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127		
Péréquation	128		
Neutralité	129		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131	768 394	165 156
Fonds de développement des territoires	132		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134	176 367	106 402
Dotations spéciales de fonctionnement	135		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC			
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136		
Autres	137		
	138	944 761	271 558
TOTAL DES TRANSFERTS	139	4 219 070	2 484 739

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Grefe et application de la loi	140	789 295	936 239
Évaluation	141		
Autres	142		
	143	789 295	936 239
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	28 549	14 502
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	28 549	14 502
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social	168	
Autres	169	
	170	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	171	
Rénovation urbaine	172	
Promotion et développement économique	173	
Autres	174	
	175	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	176	
Activités culturelles		
Bibliothèques	177	
Autres	178	
	179	
Réseau d'électricité	180	
	181	
	817 844	950 741

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2022	Réalisations 2021
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	182	664	345
Évaluation	183		
Autres	184	68 258	104 528
	185	68 922	104 873
Sécurité publique			
Police	186		
Sécurité incendie	187	92 968	108 149
Sécurité civile	188		
Autres	189		
	190	92 968	108 149
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	191	75 566	7 840
Enlèvement de la neige	192		
Autres	193		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	194		
Transport adapté	195		
Transport scolaire	196		
Autres	197		
Autres	198		
	199	75 566	7 840
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200		
Réseau de distribution de l'eau potable	201	90 464	54 697
Traitement des eaux usées	202		
Réseaux d'égout	203	14 493	9 062
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	204		
Matières recyclables	205		
Autres	206	2 978	3 078
Cours d'eau	207		
Protection de l'environnement	208		
Autres	209		
	210	107 935	66 837

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2022	Réalisations 2021
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	211		
Sécurité du revenu	212		
Autres	213		
	214		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	215	38 250	26 800
Rénovation urbaine	216		
Promotion et développement économique	217		
Autres	218		
	219	38 250	26 800
Loisirs et culture			
Activités récréatives	220	305 072	263 276
Activités culturelles			
Bibliothèques	221	4 061	3 744
Autres	222	18 095	22 834
	223	327 228	289 854
Réseau d'électricité			
	224		
	225	710 869	604 353
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	1 528 713	1 555 094

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Réalizations 2022	Réalizations 2021
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	227	109 248	90 389
Droits de mutation immobilière	228	4 039 547	4 014 362
Droits sur les carrières et sablières	229	327 945	335 844
Autres	230		
	231	4 476 740	4 440 595
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	232	217 558	267 369
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	233		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	234	652 061	460 382
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235	(56 370)	(309)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		
Contributions des promoteurs	239		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240		
Contributions des organismes municipaux	241	5 500	
Autres contributions	242	2 000	119 540
Redevances réglementaires	243		
Autres	244	294 334	29 718
	245	245 464	148 949
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	246		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	554 574	9 345	563 919	530 347
Greffe et application de la loi	2	1 122 697	20 768	1 143 465	1 320 125
Gestion financière et administrative	3	1 772 594	49 119	1 821 713	1 555 189
Évaluation	4	344 293		344 293	468 706
Gestion du personnel	5	350 055	183	350 238	311 855
Autres					
▪ Primes d'assurances	6	635 336		635 336	481 378
▪ Autres	7	169 241	74 283	243 524	228 293
	8	4 948 790	153 698	5 102 488	4 895 893
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	3 003 980		3 003 980	2 945 944
Sécurité incendie	10	1 690 928	121 905	1 812 833	1 741 638
Sécurité civile	11	9 110		9 110	7 119
Autres	12	118 226		118 226	116 652
	13	4 822 244	121 905	4 944 149	4 811 353
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	4 372 578	2 196 730	6 569 308	5 739 354
Enlèvement de la neige	15	2 754 579	207 261	2 961 840	2 552 416
Éclairage des rues	16	199 864	5 129	204 993	157 949
Circulation et stationnement	17	208 074	41 638	249 712	225 288
Transport collectif					
Transport en commun	18	90 733		90 733	61 376
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	7 625 828	2 450 758	10 076 586	8 736 383

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Réalizations 2022			Réalizations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	462 476	158 435	620 911	600 223
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 034 549	865 436	2 899 985	2 553 676
Traitement des eaux usées	25	832 573	515 416	1 347 989	1 169 013
Réseaux d'égout	26	712 657	463 329	1 175 986	1 029 726
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	276 758		276 758	258 574
Élimination	28	597 363		597 363	576 108
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	329 098		329 098	302 614
Tri et conditionnement	30	265 660	2 983	268 643	226 234
Matières organiques					
Collecte et transport	31	264 336		264 336	198 263
Traitement	32	126 029		126 029	99 060
Matériaux secs					
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	21 896		21 896	22 250
Protection de l'environnement	38	106 697		106 697	94 675
Autres	39				
	40	6 030 092	2 005 599	8 035 691	7 130 416
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	172 190		172 190	176 696
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	5 000		5 000	5 000
	44	177 190		177 190	181 696

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 014 837	18 050	1 032 887	950 492
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	389 720		389 720	343 528
Tourisme	49	6 107		6 107	14 806
Autres	50				
Autres	51				
	52	1 410 664	18 050	1 428 714	1 308 826
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	221 362	51 285	272 647	265 260
Patinoires intérieures et extérieures	54	81 573	12 006	93 579	111 513
Piscines, plages et ports de plaisance	55	133 572	19 301	152 873	159 756
Parcs et terrains de jeux	56	1 514 703	149 464	1 664 167	1 396 470
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	187 157		187 157	178 691
Autres	59	75 075		75 075	146 764
	60	2 213 442	232 056	2 445 498	2 258 454
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	185 740	184 334	370 074	337 650
Bibliothèques	62	587 075	3 689	590 764	555 896
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	293 425		293 425	267 393
	66	1 066 240	188 023	1 254 263	1 160 939
	67	3 279 682	420 079	3 699 761	3 419 393

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	69	974 840		974 840	909 764
Autres frais	70	127 293		127 293	130 723
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	407		407	
	73	1 102 540		1 102 540	1 040 487
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	5 170 089 (	5 170 089)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Réalizations 2022	Réalizations 2021
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	719 164	1 019 496
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	1 089 760	959 335
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 221 123	1 694 918
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	422 806	156 216
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	232 299	1 065 468
Édifices communautaires et récréatifs	14	25 249	
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	945 902	
Ameublement et équipement de bureau	18	82 807	92 253
Machinerie, outillage et équipement divers	19	294 624	694 304
Terrains	20	136	20 918
Autres	21		
	22	7 033 870	5 702 908

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	719 164	1 019 496
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	1 089 760	959 335
Autres infrastructures	27	3 643 929	1 851 134
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations corporelles	33	1 581 017	1 872 943
	34	7 033 870	5 702 908

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	230 100	236 600	230 100	236 600
Réserves financières et fonds réservés	3	13 490		11 536	1 954
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	12 982 728	1 498 850	1 036 402	13 445 176
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	27 026 351	2 528 730	2 482 197	27 072 884
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	40 252 669	4 264 180	3 760 235	40 756 614
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	7 037 437	2 342 394	557 339	8 822 492
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	7 037 437	2 342 394	557 339	8 822 492
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	461 894			461 894
	15	7 499 331	2 342 394	557 339	9 284 386
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	7 499 331	2 342 394	557 339	9 284 386
	19	47 752 000	6 606 574	4 317 574	50 041 000
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	47 752 000	6 606 574	4 317 574	50 041 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	50 041 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	4 000 383
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	238 554
Débiteurs	9	8 822 492
Autres montants	10	461 894
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	44 518 443
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	44 518 443
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	6 099 035
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	50 617 478
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	50 617 478
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Réalizations 2022	Réalizations 2021
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2	326 811	326 231
Autres	3	213 860	195 783
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	10 663	10 458
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	90 733	51 376
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	1 306 465	1 247 991
Cours d'eau	13	21 896	22 250
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	49 949	38 255
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	153 815	133 615
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	743 062	419 174
Activités culturelles	23	28 000	
Réseau d'électricité			
	24		
	25	2 945 254	2 445 133

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022*Non audité*

		2022	2021
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	7 033 870	5 694 926
Frais de financement	4		7 982
Autres	5		
	6	7 033 870	5 702 908

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	32,29	33,00	66 330,88	3 244 627	724 662	3 969 289
Professionnels	2						
Cols blancs	3	35,34	33,00	58 197,19	1 917 820	545 713	2 463 533
Cols bleus	4	42,09	38,00	88 703,85	2 720 682	682 871	3 403 553
Policiers	5						
Pompiers	6	17,22	35,00	33 943,52	705 532	143 863	849 395
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	126,94		247 175,44	8 588 661	2 097 109	10 685 770
Élus	9	7,00			238 446	43 647	282 093
	10	133,94			8 827 107	2 140 756	10 967 863

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12			25 465		25 465
Réseau de distribution de l'eau potable	13	35 241	406 963	86 078		528 282
Traitement des eaux usées	14	26 703		3 235		29 938
Réseaux d'égout	15	32 795	443 996	66 162		542 953
Autres	16	1 549 263	1 252 397	290 772		3 092 432
	17	1 644 002	2 103 356	471 712		4 219 070

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2	407	
Autres	3	16 491	17 734
	4	16 898	17 734
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	5 718	7 152
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	5 718	7 152
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	498 394	441 860
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	498 394	441 860
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	39 962	51 372
Réseau de distribution de l'eau potable	17	184 112	172 232
Traitement des eaux usées	18	39 282	43 075
Réseaux d'égout	19	128 319	105 739
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21	7 091	4 827
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	398 766	377 245
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	69 238	77 214
Autres	34		
	35	69 238	77 214
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	24 099	24 475
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	89 427	94 807
	39	113 526	119 282
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 102 540	1 040 487

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Michèle Lalonde	Maire	68 868	16 957	14 916	
Arielle Beaudin	Conseiller	17 538	8 475		
Gaetan Gagné	Conseiller	16 742	8 090		
David Huggins-Daines	Conseiller	16 742	8 090		
Alexandre Laganière	Conseiller	17 007	8 218		
Jean-François Robillard	Conseiller	17 582	8 496		
Richard Allard	Conseiller	17 288	8 354		

Note

La rémunération des élus ne comprend pas l'allocation de départ et de transition. Une allocation de départ a été versée à Nadine Brière pour un total de 36 801 \$. Une allocation de transition a été versée à Nadine Brière pour un total de 77 594 \$. Aucune provision n'a été prise. Un remboursement de la TVQ de 2 317\$ incluse dans l'allocation de dépenses des élus 2021 a été fait en 2022.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON	
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	6 500 000 \$	
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4	31 163 145 \$	
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :			
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	\$	
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	\$	
Ligne 3 : Autres revenus	9	\$	
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10	\$	
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11	\$	
Ligne 7 : Autres créances douteuses	12	\$	
Ligne 9 : Autres charges	13	\$	
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	\$	
Ligne 13 : Placements de portefeuille	15	\$	
Ligne 14 : Débiteurs	16	\$	
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17	\$	
Ligne 16 : Provision pour moins-value	18	\$	
Ligne 19 : Crédateurs et charges à payer	19	\$	
Ligne 20 : Revenus reportés	20	\$	
Ligne 21 : Dette à long terme	21	\$	
Ligne 24 : Libres	22	\$	
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23	\$	
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24	\$	
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	25	\$	
Constatés au cours de l'exercice	26	\$	
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27	\$	

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

28 29

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

30 401 023 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

31 32

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022

33 1 771 535 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

34 35

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

36 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

37 38

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

39 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

40 41

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

42 43

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

Évimbec Itée

Durée de 5 ans de 2017 à 2022.

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

44 45

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

46 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

47 48

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

49 47 772 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

50 51

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes 52 _____ \$

b) autres formes d'aide 53 _____ \$

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2022

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2022

54 _____ \$

Facteur comparatif de 2022

55 _____

Valeur uniformisée

56 _____ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

57 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 58 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été
Systèmes de sécurité 59 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif 60 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif 61 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif 62 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif 63 _____ \$

Systèmes de drainage 64 _____ \$

Abords de routes 65 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 66 _____ \$

- b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 67 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été 68 _____ \$

- c) Total des frais encourus admissibles 69 _____ \$

- d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

- e) Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :

- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution 70 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 71 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre* ? 72 73

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution 74 2019-324
- b) Date d'adoption de la résolution 75 2019-10-21

12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 76 1
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 77 _____

Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens

- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 78 1
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 79 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 80 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 81 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 82 2

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 83 1 138
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 84 385
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 85 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)?

86

87

La question 13 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**OUI** **NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 11 12
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 13 14
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15 16

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 17 18
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 19 20

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2023-05-15

Nom du signataire : Julie Brazeau

Fonction du signataire : Trésorière

Date de transmission au Ministère : 2023-05-15

Date et heure de la dernière modification : 2023-05-15 21:56

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	32 615 900	37 516 857	34 021 530
Investissement	2	7 618 066	2 626 466	1 766 394
	3	40 233 966	40 143 323	35 787 924
Charges				
	4	34 995 585	34 567 119	31 524 447
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	5 238 381	5 576 204	4 263 477
Moins : revenus d'investissement	6 (	7 618 066)(	2 626 466)(	1 766 394)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(2 379 685)	2 949 738	2 497 083
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	5 156 585	5 170 089	5 156 585
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	115 000	74 871	36 087
Remboursement de la dette à long terme	10 (	3 754 990)(	3 760 234)(	3 631 111)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	57 730)(	35 733)(	447 716)
Excédent (déficit) accumulé	12	920 820	740 649	553 822
Autres éléments de conciliation	13		65 464	109 054
	14	2 379 685	2 255 106	1 776 721
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		5 204 844	4 273 804

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	12 088 120	5 729 869
Débiteurs	2	15 463 384	13 960 031
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	27 551 504	19 689 900
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	49 706 640	47 428 634
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	9 922 519	8 202 974
	10	59 629 159	55 631 608
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(32 077 655)	(35 941 708)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	80 614 936	78 816 619
Autres	13	749 036	835 202
	14	81 363 972	79 651 821
Excédent (déficit) accumulé	15	49 286 317	43 710 113

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	6 016 354	6 678 417
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Parc Claude-Henri-Grignon	17	350 000	319 530
▪ Bénéfice - casino du maire	18	2 349	2 349
▪ Camion incendie	19	85 300	105 700
▪ Budget 2023 - projets spéciaux	20	484 000	
▪ Licences informatiques	21		1 741
▪ Projets infrastructures	22	477 615	
▪ Dépenses reportées	23	254 294	171 095
▪	24		
▪	25		
	26	1 653 558	600 415
Réserves financières	27		
Fonds réservés	28	5 146 169	1 688 051
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	(2 502 994)	(2 420 333)
Financement des investissements en cours	30	(3 592 606)	(4 012 298)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	42 565 836	41 175 861
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	49 286 317	43 710 113

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	44 518 443
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	50 617 478

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	238 554	243 590
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	27 072 884	27 026 351
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	13 445 176	12 982 728
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	8 822 492	7 037 437
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	461 894	461 894
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	50 041 000	47 752 000

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022		2021
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	26 843 560	28 110 406	25 971 855
Compensations tenant lieu de taxes	13	705 860	677 425	458 941
Quotes-parts	14			
Transferts	15	542 250	1 780 007	840 458
Services rendus	16	1 400 130	1 528 713	1 555 094
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	2 709 850	4 694 298	4 707 964
Autres	18	414 250	726 008	487 218
	19	32 615 900	37 516 857	34 021 530
Investissement				
Taxes	20		15 886	
Quotes-parts	21			
Transferts	22	7 618 066	2 439 063	1 644 281
Autres	23		171 517	122 113
	24	7 618 066	2 626 466	1 766 394
	25	40 233 966	40 143 323	35 787 924

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Administration générale	1	4 948 790	153 698	5 102 488	4 895 893
Sécurité publique					
Police	2	3 003 980		3 003 980	2 945 944
Sécurité incendie	3	1 690 928	121 905	1 812 833	1 741 638
Autres	4	127 336		127 336	123 771
Transport					
Réseau routier	5	7 535 095	2 450 758	9 985 853	8 675 007
Transport collectif	6	90 733		90 733	61 376
Autres	7				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	4 042 255	2 002 616	6 044 871	5 352 638
Matières résiduelles	9	1 859 244	2 983	1 862 227	1 660 853
Autres	10	128 593		128 593	116 925
Santé et bien-être	11	177 190		177 190	181 696
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 014 837	18 050	1 032 887	950 492
Promotion et développement économique	13	395 827		395 827	358 334
Autres	14				
Loisirs et culture	15	3 279 682	420 079	3 699 761	3 419 393
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	1 102 540		1 102 540	1 040 487
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	29 397 030	5 170 089	34 567 119	31 524 447
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	5 170 089 (	5 170 089)		
	21	34 567 119		34 567 119	31 524 447

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		<u>2022</u>	<u>2021</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	2 626 466	1 766 394
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	7 033 870)(	5 702 908)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ())
Financement à long terme des activités d'investissement	4	4 189 310	2 478 785
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	35 733	447 716
Excédent accumulé	6	637 956	123 958
	7	(2 170 871)	(2 652 449)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	455 595	(886 055)

Extrait du rapport financier, page S18